

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 29/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARMENTINE PRODUCTION SAS

ZI du Voy
51230 Normée

Références : VAT 2024-0201
Code AIOT : 0010004115

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement PARMENTINE PRODUCTION SAS implanté ZI - Route de Lhopiteau 16, rue Pasteur 28150 Les Villages Vovéens. L'inspection a été annoncée le 20/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Vérification du respect des obligations rappelées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/02/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARMENTINE PRODUCTION SAS
- ZI - Route de Lhopiteau 16, rue Pasteur 28150 Les Villages Vovéens
- Code AIOT : 0010004115
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PARMENTINE exploite une usine de conditionnement de pommes de terre et leur stockage en entrepôts couverts à Voves.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 1.6.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC5 de la VI du 24/09/15	Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article 7	Susceptible de suites	Sans objet
2	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 7.3.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 27/01/2014, article 8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Autres dispositions sur réseau incendie (maillage)	AP Complémentaire du 27/01/2014, article 8 alinéas 7 et 8	Susceptible de suites	Sans objet
5	Consignes générales d'intervention	AP Complémentaire du 27/01/2014, article 9	Susceptible de suites	Sans objet
6	Remplissage des réservoirs de véhicules	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 8.1.4.13	Susceptible de suites	Sans objet
7	Moyens incendie sur les installations de distribution de GIL	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 8.1.4.15	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 4.2.2	/	Sans objet
10	Vérifications périodiques des détecteurs	Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 7.4.2	/	Sans objet
11	Identification et connaissance des équipements groupes froids	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 (annexe)	/	Sans objet
12	Marque de contrôle - absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet
13	Bassin de confinement des eaux incendie	AP Complémentaire du 27/01/2014, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC5 de la VI du 24/09/15

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2014, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Report d'alarme incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 01/07/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les prescriptions de l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 01 août 2006 sont remplacées par les prescriptions ci-dessous :</p> <p>« Le local de stockage des emballages du bâtiment B est équipé d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme à un système de surveillance.»</p>

Constats :

Depuis l'arrêté de mise en demeure daté du 22/08/2022, des travaux de réfection du système de détection automatique incendie (SSI) de grande ampleur ont été menés sur le site. La remise en service définitive de l'ensemble du système a été réalisée le 22/08/2023 (rapport d'intervention de DEF n°TN-7044-94121 consulté en séance et attestant d'une centrale de détection fonctionnelle sur le site). Le contrat de maintenance du SSI avec la société DEF (n°M1316761-A) a également été revu pour prendre en compte les prestations suivantes : 2 visites annuelles de maintenance selon R7 APSAD, remplacement des batteries des détecteurs sur 4 ans et remplacement des filtres des détecteurs Phénix tous les ans (car sujets à l'encrassement et au colmatage compte tenu des conditions d'exploitation dans les bâtiments). Une méthodologie pour le nettoyage des détecteurs Phénix a également été mise en place ainsi qu'une procédure de réarmement du SSI qui a fait l'objet d'une formation en septembre 2022 auprès des membres du personnel de PARMENTINE (justificatif de présence présenté en séance le jour de l'inspection)

Lors de la visite de terrain du 28 mars 2024, il a été testé (en présence du prestataire DEF) par sondage le déclenchement des détecteurs suivants avec report d'alarme sonore et visuelle sur la centrale située dans le local maintenance et report d'appel sur le téléphone de la cheffe de centre :

- détecteur n°Z052/A1 situé dans le bureau de la centrale (utilisation par DEF d'une perche gaz pour activer le capteur) ;
- détecteur de fumée par aspiration d'air (Phénix) n° Z103/A007 dans bloc 3, cellule frigo n°14 ;
- détecteur n°Z051/A011 dans le local emballage.

L'ensemble des essais réalisés ont correctement fonctionné.

Pas d'écart constaté. Le jour de la visite du 28/03/24, le système de détection automatique d'incendie était opérationnel dans le local de stockage des emballages du bâtiment B, ce qui permet de lever la non-conformité NC5 de la visite du 24/09/15.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

/

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 01/07/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2022

Prescription contrôlée :

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements

susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable, comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

Constats :

Suite à l'arrêté de mise en demeure daté du 22/08/2022 et son article 1 disposition n°1 demandant des clarifications quant à la protection du site contre le risque foudre, l'exploitant a fait réaliser par le prestataire EXPERATEC IMPACT FOUDRE une nouvelle analyse du risque foudre et une nouvelle étude technique foudre. Des équipements de protection complémentaires (paratonnerres et parafoindres) ont ainsi été mis en place et vérifiés. Les documents suivants ont été consultés en séance le 28/03/24 :

- document global référencé AFO175R daté du 28/10/22 comprenant les nouvelles ARF et ETF du site PARMENTINE ;
- le rapport de vérification initiale des nouveaux équipements mis en place (document n°AF243VI daté du 03/04/23) et attestant que le système de protection foudre (SPF) est conforme ;
- le contrat de vérification des installations foudre n°3152.2023/1238 daté du 28/02/23 et actant une visite périodique annuelle (alternance visite visuelle/complète) par le prestataire Etablissements RENARD.

Pas d'écart constaté. Les éléments constatés lors de la visite du 28/03/24 permettent de lever l'écart qui avait été relevé lors de la précédente visite du 01/07/22 et qui avait été entériné dans l'article 1 disposition n°1 de l'arrêté de mise en demeure du 22/08/2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

/

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2014, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie (dont ressources en eau)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 01/07/2022

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2023

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et notamment :

- des points d'eau (réserves ou poteaux incendie) utilisables par les sapeurs pompiers [...] ;
- [...] ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- un système de détection automatique d'incendie dans les salles frigorifiques et dans le local d'emballage.

Les points d'eau sont constitués par :

- des poteaux incendie de DN 100 conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213CN, délivrant un débit de 60 m³/h sous 1 bar ;
- [...] ;
- des réserves incendie disposant d'une capacité unitaire minimale de 120 m³.

Constats :

Depuis l'arrêté de mise en demeure daté du 22/08/2022, des travaux de réfection du système de détection automatique incendie (SSI) de grande ampleur ont été menés sur le site et le SSI a été remis en service fin août 2023. Quelques déclenchements intempestifs de détecteurs sont encore à signaler mais depuis la remise en conformité opérée ils sont moins nombreux. Certains détecteurs peuvent être indiqués en dérangement mais les remontées d'alarmes feu restent fonctionnelles (selon rapport prestataire DEF). À chaque encrassement ou problème de condensation rencontré sur un détecteur, une intervention de DEF est demandée pour effectuer une vérification.

L'inspectrice a consulté en séance l'attestation de la mairie de Voves en date du 19/02/24 confirmant que le poteau incendie situé rue Pasteur (situé à moins de 100 mètres du site) est en bon état de fonctionnement et délivre un débit minimum de 64 m³/h. Lors de la visite de terrain, l'inspectrice a pu s'assurer de la disponibilité en eau des réserves incendie du site.

Pas d'écart constaté. Le jour de la visite, le système de détection automatique contre l'incendie était en service et fonctionnel, ce qui permet de lever l'écart qui avait été relevé lors de la précédente visite du 01/07/22 et qui avait été entériné dans l'article 1 disposition n°2 de l'arrêté de mise en demeure du 22/08/2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

/

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Autres dispositions sur réseau incendie (maillage)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2014, article 8 alinéas 7 et 8
Thème(s) : Risques accidentels, Maillage réseau incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>
Constats : <p>L'inspectrice a consulté en séance l'attestation de la mairie de Voves en date du 19/02/24 confirmant que le poteau incendie situé rue Pasteur (situé à moins de 100 mètres du site) est bon état de fonctionnement délivre un débit minimum de 64m³/h.</p> <p>Par courriel du 19 avril 2024, l'exploitant a transmis la mise à jour de son plan de réseau incendie, avec la matérialisation des différents bassins de rétention (+ vannes de barrage des bassins imperméabilisés par géomembrane), leur dimensionnement, les débits requis pour l'extinction et le volume des réserves d'eau selon le calcul D9 du guide INERIS. L'exploitant a ainsi confirmé à la lumière de ces documents que les réserves en eau sur le site sont largement suffisantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- volume total d'eau en présence: 4740 m³ (hors bassin B6 commun avec la SCAEL et utilisable en appoint);- besoins requis pour l'extinction 780m³/h sur deux heures soit 1560 m³ (extrait de l'EDD en vigueur). <p>Le poteau incendie situé sur le site n'apparaît plus comme nécessaire pour contribuer aux besoins en eau pour la défense incendie, d'autant plus qu'il délivre difficilement un débit de 32 m³/h.</p> <p>En cas d'incendie, les pompiers utiliseraient préférentiellement les différentes réserves d'eau présentes sur le site ainsi que potentiellement le PI situé à une centaine de mètres des installations du site.</p> <p>Lors de la visite de terrain, l'inspectrice a fait tester la manoeuvre des vannes de barrages des bassins imperméabilisés par géomembrane B2 (secteur sud-ouest) et B4 (secteur nord) . Tout a correctement fonctionné.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u> Le réseau est maillé avec différentes vannes de barrage et la disponibilité en eau des ressources extérieures est assurée (PI à moins de 100 mètres et réserve d'eau B6 commune avec SCAEL).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>/</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2014, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Des consignes, procédures ou documents précisent :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ;- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre et notamment les modalités d'évacuation du personnel ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;- les modes de transmission et d'alerte ;- les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes autorisées à effectuer ces appels ;- les personnes à prévenir en cas de sinistre ainsi que les numéros d'appel.
Constats : <p>La procédure générale d'évacuation du personnel de PARMENTINE a été mise à jour par l'exploitant en juin 2023 pour intégrer les modes de transmission et d'alerte en cas d'intrusion ou d'incendie (consultation de la procédure en séance le 28/03/24). Ce document intègre également en son point 5 du chapitre « organisation » que le personnel de maintenance est en charge d'actionner les vannes des bassins de rétentions en cas de sinistre.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>/</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Remplissage des réservoirs de véhicules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 8.1.4.13
Thème(s) : Risques accidentels, Remplissage des réservoirs de véhicules
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/07/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le raccordement du flexible au véhicule et le remplissage du réservoir ne doivent s'effectuer qu'à l'aplomb de l'aire de remplissage. Le flexible doit être conçu et contrôlé conformément à la norme EN 1762. Sa longueur est inférieure ou égale à 5 mètres, et son volume intérieur est inférieur ou égal à 0,65 litre. Un dispositif approprié devra empêcher que celui-ci ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. D'autre part, il sera soumis à un contrôle annuel en station, à un contrôle d'étanchéité tous les 3 ans et sera remplacé au plus tard tous les 6 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance le 28/03/24, l'inspectrice a consulté les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fiche de contrôle du poste de distribution de GPL en date du 18/10/21 attestant de son contrôle et concluant à la bonne étanchéité et validité du petit flexible (réservoir aérien concerné n°32.43.12). - le rapport de maintenance de la société TECHNIC GAZ IDUSTRIE en date du 15/09/23 actant le remplacement de pièces sur la station GPL ainsi que le remplacement du petit flexible pour la distribution ; - le contrat passé avec la société TECHNIC GAZ IDUSTRIE en date du 15/09/23 pour la maintenance de la station GPL (dont contrôle annuel préventif). <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Moyens incendie sur les installations de distribution de GIL

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 8.1.4.15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie sur installations de distribution en GIL</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...] ; - un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des personnels sont équipés de moyens de communication, téléphone portable/fixe</p>

mobile ou talkie-walkie, ils sont donc en mesure de prévenir un responsable. L'alerte est assurée par le chef de centre ou l'un de ses représentants (responsables de secteurs, responsable qualité, responsable maintenance, responsable de production). Le jour de la visite du 28/03/24, l'affichage des moyens permettant d'alerter les services de secours et d'incendie était bien présent sur la grille entourant les installations de distribution de GPL (contrairement à ce qui avait été constaté lors de la précédente visite en juillet 2022).
<u>Pas d'écart constaté.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 1.6.1
Thème(s) : Autre, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors de la visite du 28 mars 2024, l'exploitant a présenté son plan d'intervention et de secours qui a été mis à jour en avril 2023 pour intégrer le comblement du bassin de lagunage. En revanche, la mise à jour du classement ICPE du site n'a toujours pas été réalisée. Le constat suivant de la précédente inspection de juillet 2022 est donc réitéré, à savoir : Constat : L'exploitant doit faire une mise à jour de son classement ICPE au regard des produits qui ne sont plus utilisés sur son site (notamment certains fluides frigorigènes) mais également au titre de l'évolution de la nomenclature ICPE (rubriques 4XXX).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 4.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment près chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ainsi qu des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- [...]
- les ouvrages de toutes sortes (vannes....)
- [...]

Constats :

Le plan transmis par l'exploitant le 22/04/24 comporte l'emplacement des pieds de biche permettant de manœuvrer manuellement les vannes de barrage des bassins de rétention imperméabilisés par géomembrane.

Pas d'écart constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

/

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Vérifications périodiques des détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2006, article 7.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

[...]

Il convient en particulier de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

[...]

Constats :

Lors de la visite de terrain du 28/03/24, il a été relevé que deux détecteurs étaient indiqués en «dérangement» sur la centrale d'alarme: l'un au niveau de la cellule frigo 17-18 et l'autre au niveau de la cellule frigo 8. Le prestataire DEF a indiqué que des pièces de remplacement pour les capteurs défaillants avaient été commandées et étaient en cours d'acheminement. Un capteur était également hors service dans le hangar n°2 mais d'autres capteurs de fumée existent dans cette zone pour détecter un éventuel départ d'incendie.

Par courriel du 19 avril 2024, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention DEF référencé TN-

7044-119343 du 18 avril 2024 confirmant le remplacement du détecteur Phénix 13 réseau 2 qui couvre les frigos 17 et 18 et indiquant que l'alarme feu est fonctionnelle pour le Phénix 7 frigo n°8 (malgré détecteur indiqué comme en dérangement). Le système de détection pour les frigos 17 - 18 et 8 est donc bien fonctionnel.
<u>Pas d'écart constaté.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Identification et connaissance des équipements groupes froids

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 (annexe)
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018) Annexe 1 Point 3.2 : Étiquetage des équipements contenant des fluides. Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.
Constats : Lors de la visite de terrain, l'inspectrice a constaté la présence d'un équipement groupe froid référencé ELE02465 à proximité de bassin de rétention n°2. Cet équipement TRANE convenablement étiqueté contient 205 kg de R1234 2e (correspondant à 1,44 tonnes équivalent CO2) et a été mis en service en 2021. <u>Pas d'écart constaté.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Marque de contrôle - absence de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Marque de contrôle à apposer
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 6 Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle

<p>d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de terrain, l'inspectrice a vérifié sur le groupe froid TRANE contenant du R1234 2e que la prochaine échéance de contrôle périodique n'était pas dépassée (mai 2024). <u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Bassin de confinement des eaux incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/01/2014, article 10</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 300 m3 au sud-ouest et 300 m3 au nord avant rejet vers le milieu naturel.</p> <p>Lorsque ces bassins de confinement atteignent leur capacité maximale de rétention, l'exploitant est autorisé à déverser ses eaux d'extinction d'incendie dans les bassins B1 et B5 de collecte des eaux pluviales.</p> <p>[...]</p> <p>[...]</p> <p>Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc. est collecté dans un bassin de confinement d'une capacité minimum de 800 m3 au sud-ouest et 3 700 m3 au nord. [...]</p> <p>[...] Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de terrain, l'inspectrice a constaté la présence des deux bassins B2 et B4 imperméabilisés par géomembrane permettant de collecter les eaux d'extinction incendie et a pu faire tester la manoeuvre des vannes de barrages de ces bassins. Tout a correctement fonctionné.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite